

Pour l'égalité, la paix et la justice toutes et tous en même temps !

C'est le 8 mars, la Journée internationale des droits des femmes proposée en 1910 par la communiste Clara Zetkin et qui s'est déroulée pour la première fois en 1911 en Allemagne, en Autriche et en Suisse.

De nombreux collectifs de femmes appellent dans plusieurs villes à des rassemblements pour dénoncer les harcèlements et les violences frappant les femmes et pour affirmer leur droit à jouir d'un espace public sûr, de jour comme de nuit. Cette lutte est juste et indispensable. Cependant, si certains hommes se conduisent comme des seigneurs et maîtres envers leurs compagnes, filles, sœurs ou mères, **la véritable barricade n'est pas entre les sexes, mais entre les exploités et les exploités, entre la classe des dominants et celle des dominés.**

Les femmes souffrent davantage de la précarité, 30% sont à temps partiel, elles sont davantage victimes du chômage, du travail sous-rémunéré, affichant un écart salarial moyen de 26% avec les hommes, toutes professions confondues. Une femme sur deux a eu plus de 20% d'années incomplètes au moment de parvenir à sa retraite. Les calculs prévus dans le projet Macron, fondés sur la carrière complète, provoqueront automatiquement un abaissement des pensions, démultipliant les discriminations.

Cependant, se contenter de comparer les salaires des femmes dans le cadre d'une profession occulte les comparaisons entre professions où se retrouvent tant des hommes que des femmes. Les professeurs des écoles

et les infirmiers sont sous-payés, comme les enseignantes et les infirmières, parce qu'il s'agit de professions massivement féminisées, même si dans le public, le statut — lui aussi menacé — garantit encore l'égalité de traitement. Ainsi, Les enseignants, tant hommes que femmes, pourraient voir leurs retraites subir des réductions massives.

Aujourd'hui, le régime Macron, poursuivant l'œuvre de ses prédécesseurs Sarkozy et Hollande, obéissant servilement aux diktats de la Commission européenne, impose la casse du Code du travail et du statut de la fonction publique, le blocage du SMIC, des salaires du privé, du traitement des fonctionnaires. Il travaille activement à la destruction du système des retraites par répartition mis en place par le ministre communiste Ambroise Croizat en 1945, de l'hôpital public et de l'Éducation nationale, de l'Inspection du travail, des conventions collectives et, en général, de tous les services publics. Feignant d'œuvrer à la libération des femmes, le gouvernement couvre d'un masque progressiste le démontage de ces conquêtes sociales, parfois au nom de « l'égalité », comme l'autorisation du travail de nuit des femmes, et donc des droits des femmes, premières touchées parce que majoritairement les plus fragiles, par ces casses destinées à faire tomber les futurs revenus des services privatisés dans l'escarcelle des financiers.

L'égoïsme bourgeois, dont le régime Macron et ses maîtres de l'Union européenne offrent une démonstration caricaturale, abandon-

nent à elles-mêmes des millions d'ouvrières, d'employées, de paysannes, d'institutrices, de femmes chômeuses ou précaires, sommées de travailler, d'assumer les tâches domestiques et de s'occuper seules de leurs enfants.

C'est pourquoi, pour marquer avec force la Journée internationale des droits des femmes, répondons massivement aux appels des fédérations syndicales à poursuivre la mobilisation pour le retrait total de la contre-réforme des retraites — malgré la funeste décision du gouvernement de recourir à l'article 49.3 pour faire passer en force son projet — et à rejoindre leurs collègues masculins.

Le 8 mars et toute l'année, faisons gagner le toutes et tous ensemble en même temps et cessons de renvoyer dos à dos les femmes et les hommes. L'émancipation totale et complète des femmes ne passera que par la participation active à l'émancipation de tous les opprimés de l'exploitation capitaliste, et n'existera que le jour où le travail s'affranchira du capital. Camarades, ne diluons pas le mouvement des femmes dans le mouvement social, faisons-les bel et bien confluer. Nous ne sommes pas dupes, nos conditions matérielles d'existence sont l'essence de notre condition sociale, et nous avons plus en commun avec ces hommes en lutte, avec nos compagnons, maris ou collègues, eux aussi exploités, qu'avec des serviles Marlène Schiappa, ministre femme du gouvernement, ou Ursula Von Der Leyen, présidente de la Commission européenne, qui multiplient les mesures aggravant la situation des femmes.

Pour l'égalité, la paix, la justice, syndiquons-nous, faisons grève, participons au mouvement social !

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP:

Ville:

Courriel:

Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux

Ne pas jeter sur la voie publique - IPNS